



SYNTHÈSE

Portrait des jeunes de l'espace francophone 2014

ODSEF

Observatoire démographique
et statistique de l'espace francophone

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



Crédits photographiques

Recto de la couverture: *Public assistant à la finale de hip hop, Jeux de la Francophonie, Nice, 2013.* CIJF/Patrick Lazic

P. 1: CIJF/Patrick Lazic

P. 2 : *FJJEV.* DR/OIF

P. 5: Julie Tilman/OIF

P. 8: *FJJEV.* DR/OIF

P. 10: Cici Olsson / *Shadows* / OIF

P. 12: *Jeunes participants aux Jeux de la Francophonie, Beyrouth, 2009.* Patrick Lazic/OIF

P. 15: *Finale de hip hop, Jeux de la Francophonie, Nice, 2013.* CIJF/Patrick Lazic

P. 18: Julie Tilman/OIF

Endos de la couverture: *FJJEV.* DR/OIF

Auteurs

Abdoul Echraf Ouedraogo, Marie-Eve Harton et Richard Marcoux.

Cartographie

Laurent Richard, ODSEF, Université Laval.

Design graphique et mise en page

Émilie Lapierre Pintal, CIEQ, Université Laval.

Révision et préparation du manuscrit

Anna Olivier, Athéna Rédaction (www.athenaredaction.com)

Pour citer ce document

OUEDRAOGO, Abdoul Echraf, Marie-Eve HARTON et Richard MARCOUX (2014). *Portrait des jeunes de l'espace francophone 2014 – Synthèse*. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF), 20 p.

PDF téléchargeable à partir du lien: <http://www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/portrait-jeunesse-2014-synthese.pdf>

Références

Site de l'ODSEF : <http://www.odsef.fss.ulaval.ca>

Rapport complet disponible en ligne à partir du lien : <http://www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/portrait-jeunesse-2014.pdf>

PRÉFACE

Dans la plupart des pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), les jeunes constituent la majorité de la population. Indéniablement, le présent et l'avenir de la Francophonie reposent donc sur la jeunesse. Celle-ci est riche, diversifiée, dynamique et créative mais elle est aussi confrontée à de nombreux défis, notamment en matière d'éducation, d'emploi, de santé, de participation citoyenne, de développement durable et d'urbanisation.

C'est pour mieux cerner les traits qui caractérisent cette jeunesse que l'OIF a demandé à l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) de l'Université Laval (Québec) d'établir un « portrait » des jeunes dans l'espace francophone.

L'OIF espère que ce rapport, édité à la veille du XV^e Sommet de la Francophonie, servira non seulement d'outil d'information sur les réalités de la jeunesse francophone mais aussi de « tableau de bord » permettant de suivre, pays par pays, l'évolution de la situation de cette jeunesse.

Présenté sous deux formats - un portrait détaillé et une synthèse - le rapport est appelé à intéresser autant les organes institutionnels concernés que le grand public. J'invite toutes les institutions nationales et multilatérales à en faire le meilleur usage et à transmettre leurs observations afin que les prochaines éditions puissent en bénéficier.



Clément DUHAIME
Administrateur de l'OIF



INTRODUCTION

En 2015, l'ensemble des États et gouvernements membres et observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) compte plus d'un milliard d'habitants. Les jeunes de moins de 35 ans représentent 60 % de cette population, soit un peu plus de 620 millions de personnes. Si l'on considère uniquement les États et gouvernements membres de l'OIF et ayant le français comme langue officielle, sept personnes sur dix ont moins de 35 ans en 2015. L'espace francophone est de ce fait un des espaces linguistiques les plus jeunes.

Le poids des jeunes au sein de la population francophone, s'il représente un gage de dynamisme, n'en pose pas moins des défis importants en matière d'éducation, d'insertion socioprofessionnelle, d'accès aux moyens d'information et de communication, de réalisation des aspirations familiales et d'engagement citoyen. Ce portrait traite de ces différentes thématiques.

La version complète du rapport correspondant à cette synthèse est disponible sur le site de l'ODSEF. On y trouve également l'ensemble des tableaux détaillés ayant servi à l'analyse. Les principales conclusions de chaque chapitre sont reproduites ici en encadré.



Une francophonie de jeunes

Les jeunes de moins de 35 ans représentent une part importante de la population des États membres, surtout ceux du Sud

Dans les pays membres d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et d'Afrique du Nord, les jeunes de moins de 35 ans représentent plus des deux tiers de la population totale. C'est en Afrique subsaharienne que le maximum est atteint, comme au Burundi, au Mali et au Tchad, où les jeunes de moins de 35 ans représentent entre 75 % et 80 % de la population. Au même moment, dans les pays et gouvernements membres d'Europe de l'Ouest (Belgique, Luxembourg, France et Suisse) et d'Amérique du Nord (ensemble du Canada, Nouveau-Brunswick, Québec), la proportion de jeunes de moins de 35 ans varie entre 40 % et 45 %. Entre les deux extrêmes se trouvent les pays membres d'Asie, où la proportion de jeunes de moins de 35 ans varie entre la moitié de la population (53 % au Laos) et les trois quarts (73 % au Vietnam).

En dépit des structures démographiques contrastées, les jeunes de 15 à 34 ans ont partout un poids important : au Nord comme au Sud, ils représentent entre le quart et le tiers de la population totale des États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Les jeunes ont aussi un poids déterminant au sein de la population francophone des différents pays membres et observateurs

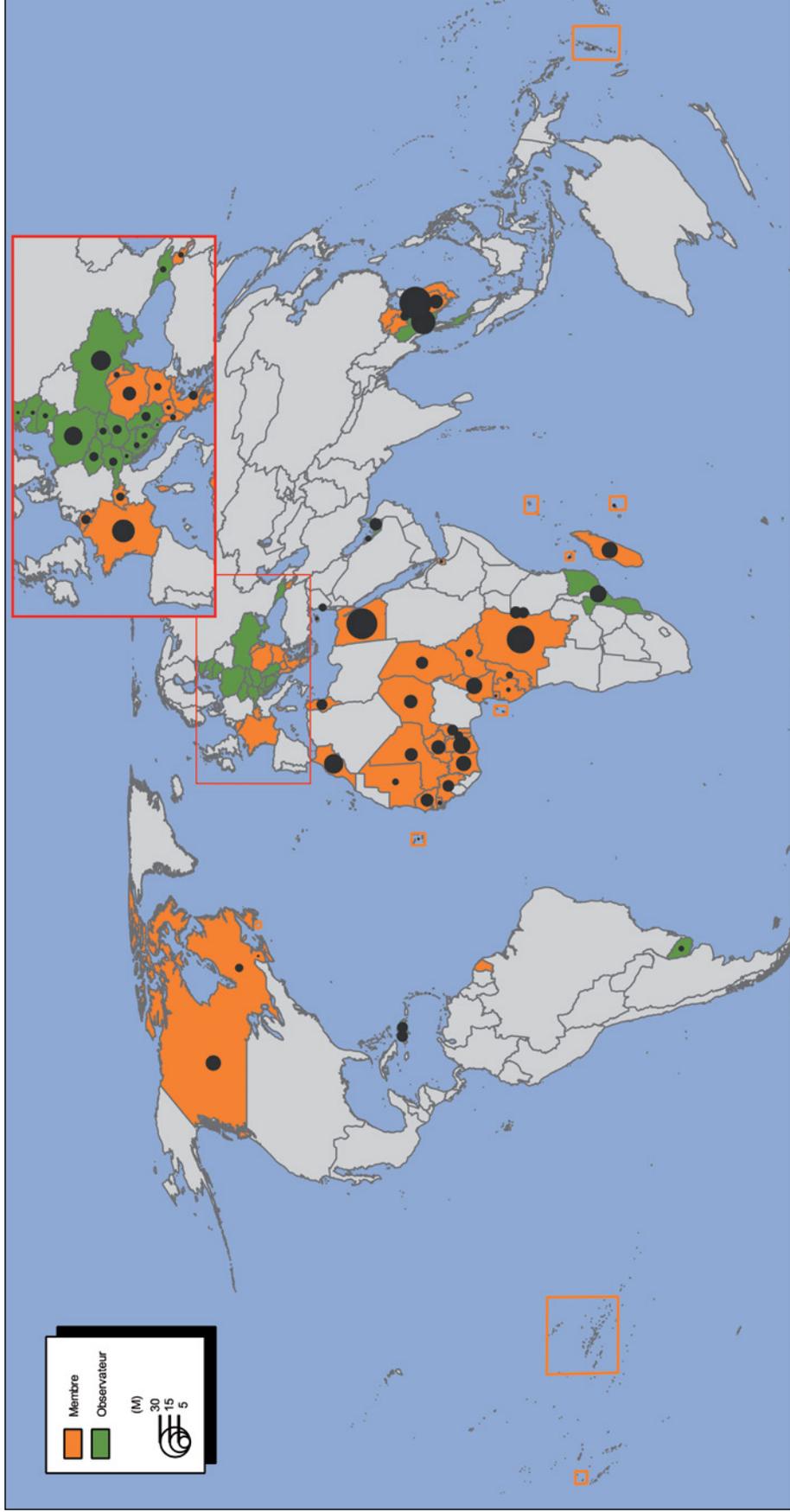
Les jeunes de 15 à 34 ans représentent 50 % à 60 % de l'ensemble de la population francophone au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, dans les deux Congo, en Côte-d'Ivoire, au Gabon, au Mali, au Niger et au Togo. Au Tchad et en Centrafrique, les jeunes de 15 à 34 ans représentent même les deux tiers des populations francophones de ces pays. Au Rwanda et au Burundi, où seulement 17,4 % et 11,1 % des jeunes de 15 à 34 ans sont définis comme francophones, ces derniers constituent néanmoins près des trois quarts des francophones (respectivement 73 % et 72,5 %). La même situation prévaut dans les pays membres et observateurs d'Europe centrale et orientale. Par exemple, en Bulgarie, à peine 3 % des jeunes de 15 à 34 ans sont francophones (2,9 %), mais ils représentent plus du quart de la population francophone de ce pays (26,2 %). En Roumanie, seulement un dixième (11,3 %) des jeunes sont considérés comme francophone, mais ils représentent plus du tiers de la population francophone de ce pays (34,2 %).

Dans les États et gouvernements membres comme la France, le Luxembourg et le Québec, plus de 90 % des jeunes sont francophones. Dans les pays membres d'Afrique centrale, les francophones représentent plus du trois quarts de la population chez les jeunes : c'est le cas en République Démocratique du Congo (RDC) (77,9 %), au Gabon (90,3 %) et au Congo (90,4 %).

Ce chapitre met en évidence l'importance du poids démographique des jeunes dans les pays membres et observateurs, tout particulièrement en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes. Ce poids contraste avec celui que l'on observe dans les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, où les jeunes représentent en général moins de la moitié de la population. Partout, le poids démographique des jeunes au sein de la population demeure cependant important.

L'idée que l'avenir de la Francophonie repose sur sa jeunesse est plus que jamais illustrée par ces chiffres, qui montrent l'importance des jeunes au sein de la population totale comme au sein de la population dite francophone. Étant donné que, dans les pays africains, c'est la capacité à lire et à écrire le français qui détermine le statut de francophone d'une personne, cela marque bien l'importance de l'éducation de ces jeunes pour la Francophonie.

Nombre de jeunes de 15 à 34 ans dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie (2015)





Encore d'énormes retards en matière d'accès à l'éducation dans les pays membres du Sud

Des taux bruts de scolarisation (TBS) au secondaire et au supérieur particulièrement faibles

Les taux bruts de scolarisation (TBS) dans l'enseignement secondaire en 2012 révèlent de fortes disparités entre

- les pays membres d'Afrique subsaharienne où ce taux est en général très faible, comme au Niger (15,9 %), en Centrafrique (17,8 %), au Tchad (22,8 %) et au Rwanda (31,8 %),
- les pays membres de l'océan Indien, des Caraïbes et du Moyen-Orient, où il est relativement élevé, à l'exemple des Comores (73,5 %), du Liban (74 %) et de la République dominicaine (75,9 %),
- les pays d'Europe de l'Ouest et de l'Europe centrale et orientale et ceux de l'Amérique du Nord, où la scolarisation est généralisée, à l'exemple du Canada (103,4 %), de la Belgique (107,3 %) et de la France (109,7 %).

Les disparités s'amplifient encore dans l'enseignement supérieur entre les pays membres et observateurs d'Afrique, où le TBS n'atteint même pas 10 %, et les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, où il dépasse en général 50 %. Entre ces deux pôles se trouvent quelques pays membres du Moyen-Orient (Liban) et de l'Océan Indien (Maurice), où il approche 50 % des effectifs pour l'année considérée (2012).

Malgré les retards, plusieurs pays membres sont sur la bonne voie si l'on considère le taux brut de diplômés (TBD)

La proportion de diplômés au secondaire tourne autour de 10 % de la population totale visée dans plusieurs pays membres d'Afrique et de l'Océan Indien. Mais certains pays comme le Rwanda, les Comores, le Bénin et le Cameroun sont en voie de rattrapage avec des taux bruts de diplômés (TBD) au secondaire variant entre le quart et le tiers des jeunes concernés à ce niveau de scolarisation. Dans les pays membres d'Afrique du Nord, le TBD au secondaire se situe déjà autour de la moitié des jeunes concernés (50 %), alors que dans ceux de l'Océan Indien comme Maurice et Seychelles, il atteint respectivement 89,9 % et 104,4 %.

Pour l'Europe et l'Amérique du Nord, les données sont calculées autrement, plus souvent sur la base des taux nets de scolarisation. Elles sont donc peu comparables aux données présentées ici et montrent en général des taux de diplômés au secondaire dépassant les neuf dixième de la population comme dans les pays membres de l'océan Indien cités plus haut.

La parité entre sexes : un combat presque gagné pour plusieurs pays, davantage loin de l'être pour d'autres...

Dans l'enseignement secondaire, plusieurs pays accusent encore un retard dans la parité des sexes avec un indice compris entre 0,3 et 0,6, comme le Burkina Faso, le Burundi, la Centrafrique, le Tchad, le Congo, la RDC et le Niger. D'autres réduisent les écarts avec un indice près de 0,9, comme certains pays d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Côte d'Ivoire, Rwanda, Sénégal), d'Afrique du Nord (Maroc), de l'Océan Indien (Madagascar) et de l'Océanie (Vanuatu). Chez certains membres, la parité est atteinte (indice autour de 1), voire même inversée à l'avantage des filles (indice supérieur à 1). Dans cette catégorie, nous retrouvons des membres de l'Océan Indien (Maurice, Sao Tomé-et-Principe), d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Égypte, Tunisie, Liban), d'Amérique du Nord (Canada, Québec) et d'Europe (Belgique, France). Ces disparités entre pays membres dans la parité entre les sexes sont similaires voire plus fortes dans l'enseignement supérieur.

Répartition des diplômés entre les différentes disciplines

Quel que soit le pays membre considéré, on constate que les jeunes francophones sont moins nombreux en sciences, en ingénierie et dans le domaine de la transformation. Ils sont généralement moins de 10 % à être diplômés dans ces secteurs, contrairement aux sciences sociales, au commerce et au droit, qui attirent dans tous ces pays plus du tiers des jeunes diplômés. C'est dans les États et gouvernements membres d'Amérique du Nord qu'on observe la présence la plus forte de jeunes dans les domaines de l'ingénierie et la transformation, et c'est en Afrique du Nord que les sciences restent les plus attrayantes pour un pourcentage relativement important de jeunes.

L'examen des données sur l'éducation montre une situation extrêmement contrastée.

Pour les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, d'énormes progrès ont été accomplis en matière de scolarisation, de diplomation des jeunes au secondaire et d'accès des filles à l'éducation. Alors que la situation dans les pays membres d'Afrique du Nord et de l'océan Indien semble s'améliorer, on observe que beaucoup de progrès restent encore à accomplir pour les pays membres d'Afrique subsaharienne. Les taux de redoublement élevés dans plusieurs pays demandent un examen plus poussé des données pour comprendre les facteurs favorisant l'échec scolaire.

Pour ce qui est de la répartition des diplômés de l'enseignement supérieur entre les différents domaines, on observe une grande concentration des diplômés en sciences sociales, en commerce et en droit dans tous les pays. Pour les membres d'Europe et d'Amérique, l'ingénierie et la transformation arrivent en deuxième position, alors que pour les membres d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, ce sont les sciences. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, on observe moins de 5 % de diplômés en ingénierie.



Le chômage des jeunes, un phénomène généralisé au Sud comme au Nord

Dans les pays francophones à économie développée comme le Canada, la Belgique et la France, le chômage touche environ un cinquième des jeunes de 15 à 24 ans (respectivement 14,8 %, 22,4 %, et 22,5 %). Dans les pays membres d'Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes touche entre le cinquième et près du tiers des jeunes de 15 à 24 ans : 21,9 % au Maroc, 24,8 % en Égypte et 30,7 % en Tunisie. Le taux de chômage chez les jeunes est tout aussi élevé dans certains pays membres d'Afrique subsaharienne, tels le Sénégal (14,8 %) et le Gabon (41,2 %) et de l'Océan Indien, à l'image des Seychelles, Maurice et Ste-Lucie (respectivement 20,3 %, 23,4 % et 40,8 %). C'est en Amérique du Nord, au Canada et surtout au Québec, que le chômage des jeunes semble de moindre ampleur (respectivement 14,8 % et 10,3 %).

Pour les pays membres d'Afrique subsaharienne, il importe de noter que le chômage semble souvent sous-estimé : ce taux chez les jeunes de 15 à 24 ans est estimé à moins de 5 % pour plusieurs pays, dont le Bénin, le Burundi, le Burkina Faso, Madagascar, le Niger.

Le ratio du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à celui des adultes de 25 ans et plus démontre révèle une surexposition plus forte dans les pays membres et observateurs d'Asie, où dans certains cas les jeunes de

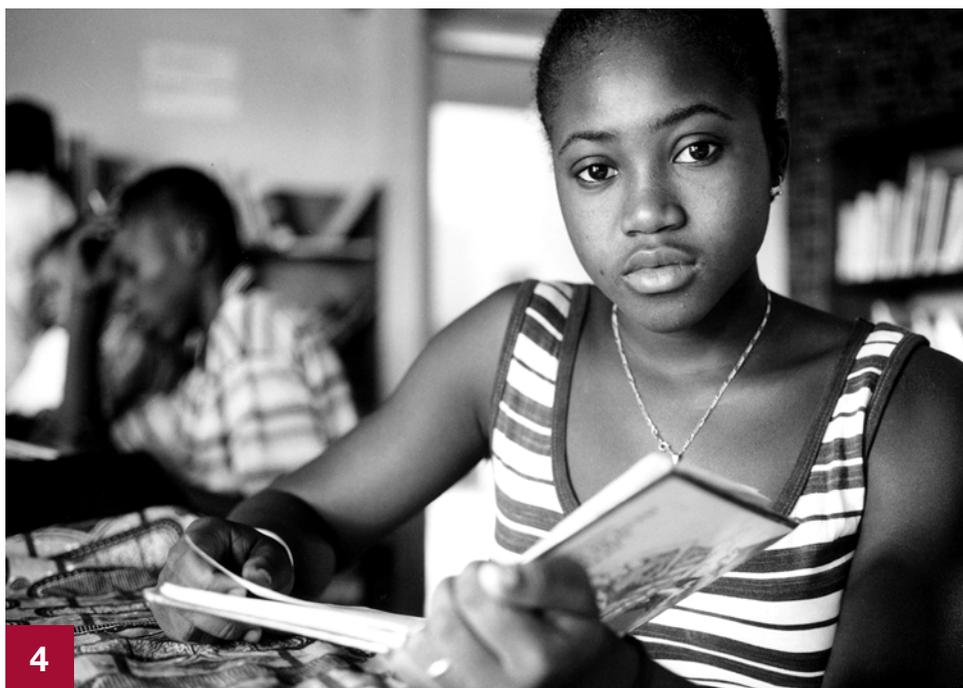
15 à 24 ans sont quatre fois plus exposés au chômage que les adultes (c'est le cas au Laos et en Thaïlande, où les jeunes sont respectivement 5,6 fois et 6,1 fois plus exposés), dans les pays membres de l'Océan Indien comme Sao Tomé-et-Principe et Maurice (5 à 4 fois dans ces pays) et enfin dans les pays membres d'Afrique du Nord comme le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, où les jeunes sont 3 à 5 fois plus exposés que les adultes au chômage. Dans les pays membres d'Europe de l'Ouest et au Canada, les jeunes sont de 2 à 3 fois plus exposés au chômage que ceux de 25 ans et plus, tout comme dans les pays membres d'Afrique subsaharienne.

Les jeunes francophones représentent donc entre la moitié et les deux tiers de la population totale au chômage dans les pays d'Afrique du Nord comme le Maroc (40,9 %) et l'Égypte (62,9 %), dans les pays d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Faso (52,9 %), le Niger (63,8 %) et le Cap-Vert (66,4 %), dans ceux de l'Océan Indien comme Maurice (41,7 %), Sao Tomé-et-Principe (66,7 %) et ceux de l'Asie comme le Vietnam (46,2 %) et le Laos (56,8 %). Les pays membres de l'Europe ne sont pas en reste : les jeunes de 15 à 24 ans y représentent le quart de la population totale au chômage, à l'exemple de la France (25,2 %), de la Belgique (23,6 %) et de la Suisse (23,2 %).

Le taux de chômage des jeunes demeure très élevé dans la plupart des pays membres, presque indépendamment des niveaux d'économie et des zones géographiques. Il semble toucher aussi bien les filles que les garçons, avec toutefois des écarts plus accentués dans certains pays, où ce sont les filles qui sont les plus exposées.

Dans plusieurs pays membres d'Afrique, il se produit un phénomène de sous-estimation du chômage des jeunes, qui peut être tout aussi inquiétant que le chômage lui-même.

En attendant l'amélioration des méthodes de collecte, les indicateurs présentés tels que le ratio du chômage des jeunes sur celui des adultes ou le poids des jeunes dans la population totale au chômage montrent que, même là où le taux de chômage des jeunes est sous-estimé et là où il semble relativement faible (comme au Canada et au Vietnam), les jeunes forment une grande partie de la population totale au chômage et sont dans bien des cas au moins deux fois plus exposés au chômage que les plus âgés.



Une fracture numérique plus que jamais d'actualité entre pays membres du Nord et du Sud

À l'heure où le numérique envahit toutes les sphères de la vie (communication, éducation, travail, culture, consommation, etc.), il est essentiel de faire l'état des lieux de l'accès des jeunes à ces nouvelles technologies au sein de l'espace francophone. C'est tout particulièrement le cas dans le contexte africain, où les nouvelles technologies sont en train de créer une nouvelle catégorie d'illettrés appelée communément « analphabètes numériques ».

Internet, encore très peu présent dans plusieurs foyers francophones

Dans 15 des 18 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données ont pu être recueillies, ce sont 2 % des foyers ou moins qui ont accès à Internet, les trois cas d'exception étant le Cap-Vert (10,4 %), le Gabon (6,0 %) et le Sénégal (4,5 %). Ce portrait contraste avec celui des pays membres du Nord (Luxembourg, Canada, Québec, Suisse, France, Belgique) où autour de quatre foyers sur cinq disposent d'Internet à la maison.

La rareté des foyers branchés à Internet dans les pays membres du Sud se répercute sur l'accès des jeunes à Internet

Les données d'Afrobaromètre (enquête 2010-2012) indiquent que dans la moitié des pays francophones d'Afrique pour lesquels des données sont disponibles (9 sur 18), ce sont au moins 75 % des jeunes de 15 à 29 ans qui affirment n'avoir jamais accès à Internet. Ces chiffres dépassent même les 90 % au Niger et au Burundi. De plus, pour près du tiers de ces pays (5 sur 18), c'est entre la moitié et les deux tiers des jeunes qui affirment ne jamais utiliser Internet.

L'analyse de l'accès au numérique des jeunes révèle d'importants écarts séparant, d'une part, les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie d'Europe et de l'Amérique du Nord et, d'autre part, ceux d'Afrique et de l'Océan indien. Ces écarts montrent que la question de la fracture numérique est vraiment d'actualité. Si les pays d'Afrique du Nord et certains de l'Océan indien sont en train de réduire les écarts, en Afrique subsaharienne, le faible pourcentage de foyers francophones disposant d'un ordinateur, auquel s'ajoute la faible fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de ces pays, montre l'urgence d'agir.

L'exemple du faible accès des jeunes femmes africaines aux médias (radio, télévision, journaux) va au-delà de la fracture numérique et témoigne du fossé qui sépare les jeunes du Sud et du Nord en matière d'information et de communication.



Des perceptions fort différenciées sur les questions de mariage et de fécondité

Une entrée en vie conjugale très précoce dans les pays membres de la région sahélienne

Dans les pays francophones d'Europe de l'Ouest (Belgique, France, Luxembourg, Suisse) et d'Amérique du Nord (ensemble du Canada, Nouveau-Brunswick, Québec), la proportion de jeunes filles mariées chez les 15 à 19 ans est très faible (en général moins de 1 %). En Asie, ces proportions sont de l'ordre de 10 %, à l'exemple du Vietnam (9,7 %) et de la Thaïlande (10,7 %), tout comme dans certains pays d'Afrique du Nord, comme le Maroc (10,7 %) et l'Égypte (13,1 %). Les proportions les plus élevées de jeunes filles mariées de moins de 20 ans se trouvent au sein des pays membres d'Afrique subsaharienne et de l'Océan Indien, où c'est, dans certains cas, entre le quart et le tiers des jeunes filles de cet âge qui sont mariées. C'est le cas au Cameroun (24,2 %), au Burkina Faso (31,5 %), en Guinée (35,6 %) ou à Madagascar (33,7 %). Dans d'autres cas, ces proportions tournent autour de 1 jeune femme de moins de 20 ans sur 2, comme au Mozambique (41,6 %), au Tchad (42,6 %), au Mali (50,4 %) et au Niger (59 %).

Ce sont donc les jeunes femmes des pays membres d'Afrique subsaharienne, et particulièrement des pays sahéliens, qui sont les plus exposées aux mariages précoces. Ce phénomène concerne presque exclusivement les femmes : la proportion de jeunes hommes de 15 à 19 ans mariés ne dépasse pas, en général 3 %.

Des taux de fécondité parfois très élevés chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans

L'examen du taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans met en exergue les différences entre d'une part, les pays francophones d'Europe et d'Amérique du Nord, où la fécondité est très faible et, d'autre part, certains pays francophones d'Afrique subsaharienne, où ces taux sont relativement élevés.

Dans les pays européens comme la Belgique (6,7 ‰), Chypre (5,4 ‰), la France (5,7 ‰), la Suisse (1,9 ‰) et le Canada (14,5 ‰), ce taux est faible, tout comme dans certains pays membres d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, soit la Tunisie (4,6 ‰), le Qatar (9,5 ‰) et le Liban (11,9 ‰). En Afrique subsaharienne, le taux de fécondité est en général beaucoup plus élevé chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans. On peut citer les cas du Burkina Faso (115,4 ‰), de Madagascar (122,8 ‰), de la Côte-d'Ivoire (130,2 ‰), de la Guinée (130,9 ‰), du Mozambique (137,7 ‰), du Mali (175,6 ‰) et du Niger (204,7 ‰).

Taux de prévalence du VIH et connaissance approfondie de ses modes de transmission

Si le taux de prévalence du VIH chez les jeunes semble être dans des marges encore gérables dans la plupart des pays membres, il en est tout autrement de la sensibilisation et de la connaissance des jeunes des modes de transmission du virus. Dans près de neuf pays sur dix (44 sur 51), la proportion de jeunes de 15 à 24 ans qui ont une bonne connaissance du VIH et de ses modes de transmission n'atteint pas 50 %. Pire, dans un peu plus d'un pays sur trois, c'est moins du quart des jeunes qui ont une connaissance approfondie des modes de transmission du VIH. En fait, dans la majorité des pays, c'est environ 30 à 45 % des jeunes seulement qui ont une bonne connaissance du VIH. Seuls quelques pays comme les Seychelles, le Tchad, le Canada et le Cap-Vert semblent se distinguer, avec entre les deux tiers et les neuf dixièmes des jeunes ayant une bonne connaissance des modes de transmission.

La méconnaissance du VIH et de ses modes de transmission semble toucher toutes les sous-régions de l'espace francophone. Ainsi, la proportion de jeunes ayant une bonne connaissance du VIH se situe à moins de 20 % ou dans les pays membres ou observateurs comme le Djibouti, le Congo, la Côte-d'Ivoire, la Guinée équatoriale. Elle est presque aussi faible dans des pays comme le Luxembourg, la Belgique ou Chypre, où elle se situe à moins de 30 %.

L'entrée en union matrimoniale et les aspirations familiales des jeunes de 15 à 24 ans dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie divergent de manière générale entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ces derniers, et particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne, sont caractérisés par de fortes proportions de jeunes filles mariées à un âge précoce ainsi que par une fécondité élevée chez les jeunes femmes. Dans l'ensemble, les jeunes des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et même des Caraïbes ont des intentions de fécondité beaucoup plus modérées.

Si le taux de prévalence du VIH semble se maintenir dans des proportions non dramatiques dans la plupart des pays, il en est tout autrement de la connaissance du VIH et de ses modes de transmission, qui semblent très faibles dans la plupart des pays. Cette situation témoigne d'un relâchement des campagnes de sensibilisation et est le signe qu'il faut informer davantage les jeunes sur les risques de transmission de cette maladie, qui est loin d'être éradiquée.



Un faible engagement des jeunes dans le bénévolat et les organisations communautaires

Malgré une certaine confiance à l'égard des institutions politiques et civiques, les jeunes francophones sont faiblement engagés dans leur communauté ainsi que dans le bénévolat. Les situations varient toutefois selon les sous-régions.

Des jeunes relativement plus engagés dans les pays membres d'Afrique subsaharienne

Dans les pays membres d'Afrique pour lesquels les données sont disponibles, plus d'un jeune sur deux n'est membre d'aucune association ou groupe communautaire, à l'exception notable de la Guinée, où cette proportion reste tout de même légèrement inférieure à 50 % (46 %). L'ampleur du phénomène varie cependant selon les sous-régions d'Afrique. L'absence d'implication des jeunes est plus généralisée dans les pays d'Afrique du Nord, où environ neuf jeunes sur dix ne sont membres d'aucune association ou groupe communautaire. C'est le cas en Tunisie (93 %), en Égypte (90 %) et au Maroc (80 %). Les jeunes des pays de l'Océan Indien se retrouvent dans une situation similaire : ce sont plus des quatre cinquièmes (85 %) des jeunes Malgaches et plus des trois quarts (79 %) des jeunes de Maurice qui n'adhèrent à aucune organisation associative ou communautaire.

Les jeunes francophones de l'Afrique subsaharienne se démarquent du reste du continent, avec deux cas de figure. Le premier est celui de pays où c'est environ un jeune sur deux qui est membre (inactif, actif ou leader) d'une association ou d'une organisation communautaire. C'est notamment le cas en Guinée, où 54 % des jeunes de 15 à 29 ans sont affiliés à une organisation communautaire ou associative, au Mali et au Sénégal, où près de la moitié des jeunes (48 % dans les deux cas) le sont. Le second cas de figure est celui de pays comme le Burundi, le Burkina Faso, le Bénin, le Ghana et le Cap-Vert, qui affichent plutôt un faible taux d'engagement citoyen chez les jeunes (un jeune sur quatre ou cinq).

Dans les pays membres d'Europe, le bénévolat est très peu ancré chez les jeunes

Les jeunes des pays européens membres ou observateurs de la Francophonie sont, à l'instar de ceux d'Afrique, peu impliqués au sein d'organisations caritatives. À l'exception de la Suisse, où légèrement moins de la moitié des jeunes (47 %) n'a jamais été impliquée, partout ailleurs c'est plus de 55 %, voire plus de 75 %, des jeunes qui n'appartiennent à aucune organisation caritative. La Belgique et la France ne font pas exception, avec respectivement près des deux tiers (61 %) et des trois quarts (74 %) des jeunes de 15 à 29 ans n'ayant jamais été bénévoles ou membres d'une organisation caritative. Les jeunes Suisses se distinguent par leur implication : 16 % d'entre eux font du bénévolat au moins une fois par semaine et 11 % en font au moins une fois par mois.

Le bénévolat, une pratique courante chez les jeunes francophones d'Amérique du Nord

À partir des données de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation de 2010, nous observons que 58 % des jeunes Canadiens âgés entre 15 et 24 ans font du bénévolat au moins une fois dans l'année. Ce taux est un peu plus élevé chez les jeunes du Nouveau-Brunswick (61,9 %) et un peu plus faible au Québec (54,4 %).

La confiance des jeunes à l'égard des institutions politiques et leur participation dans la vie associative et communautaire de leur pays peut difficilement être généralisée. On observe des variations d'un continent, d'une région et d'un pays à l'autre.

La confiance à l'égard du politique est plus grande chez les jeunes de l'Europe de l'Ouest que chez ceux de l'Europe centrale et orientale. On observe également une grande diversité de situations dans les pays d'Afrique, bien qu'en général, les jeunes fassent moyennement confiance à des institutions comme le parlement. Dans les pays d'Afrique du Nord, les événements des dernières années semblent avoir rendu les jeunes particulièrement méfiants envers ces institutions politiques.

Quant à la participation à la vie associative et communautaire, la situation est très différente d'un continent à l'autre. L'utilisation de différentes sources de données rend difficile la comparaison. On peut néanmoins souligner la forte implication dans des mouvements associatifs des jeunes de quelques pays africains, notamment au Cameroun et au Sénégal.



CONCLUSION

Ce premier portrait statistique de la jeunesse dans l'espace francophone montre d'abord l'importance du poids démographique des jeunes pour les différents États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF. Malgré des différences assez marquées entre eux, liées principalement aux tendances démographiques spécifiques des différentes régions du monde, partout dans cet espace francophone, le poids démographique des jeunes est important. En maintenant cette jeunesse au cœur de ses actions, l'OIF s'adresse ainsi, dès 2015, à un ensemble estimé à plus de 320 millions de personnes de moins de 35 ans, réparties sur le vaste espace linguistique formé par les 77 membres et observateurs de cette institution.

Ce portrait révèle aussi une grande variété de situations. Que ce soit en matière d'éducation, d'accès à l'information et au numérique, d'aspirations familiales ou d'engagement citoyen, les jeunes de l'espace francophone se retrouvent dans des contextes extrêmement différents et vivent des expériences variées qu'ils auraient tout intérêt à partager. Un des rares indicateurs qui converge concerne le marché de l'emploi : les jeunes semblent connaître à peu près partout dans l'espace francophone des difficultés d'insertion sur le marché du travail, qui se traduisent par une forte surreprésentation parmi les chômeurs.

L'analyse des données sur l'éducation a révélé des différences significatives entre d'une part l'Europe et l'Amérique du Nord, où l'éducation est généralisée, et d'autre part l'Afrique subsaharienne. Si dans la plupart des pays de cette zone les systèmes éducatifs accusent des retards en ce qui a trait aux taux bruts de scolarisation et à l'indice de parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire et supérieur, certains pays membres comme les Comores, le Rwanda ou Sao Tomé-et-Principe semblent rattraper leur retard dans les inégalités d'accès à l'éducation. Toutefois, dans l'ensemble, malgré quelques signes encourageants sur le continent africain, les défis demeurent énormes.

La fracture numérique Nord-Sud apparaît ici clairement. Si les pays d'Afrique du Nord et certains de l'Océan Indien semblent réussir à réduire les écarts, le très faible pourcentage de foyers francophones disposant d'ordinateurs, en Afrique plus particulièrement, montre l'urgence d'agir pour que les jeunes de ces pays ne soient pas tenus en marge des nouvelles technologies. Ainsi, au moment où des activités aussi essentielles que la communication, l'éducation et la formation, l'emploi et l'entrepreneuriat sont en voie de se transposer dans la sphère numérique, il est difficile de penser que la jeunesse francophone pourra s'épanouir si elle est maintenue en grande partie à l'écart des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies.

L'analyse des questions de famille, de nuptialité et de fécondité révèle que la situation des jeunes de l'espace francophone est à ce titre également variée. Être épouse ou mère est une réalité plus fréquente pour la vaste majorité des jeunes femmes de 20 à 24 ans dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne qu'elle ne l'est pour les jeunes hommes dans ces pays ou pour les jeunes filles en Europe, en Amérique du Nord et dans des pays membres du Moyen-Orient comme le Liban. À propos de la taille idéale de la famille, on constate également que les jeunes de la Francophonie de 15 à 24 ans se projettent fort différemment dans l'avenir : les jeunes Canadiennes ou Québécoises, Françaises et autres Européennes aspirent avoir en moyenne 2,2 enfants, alors que ce nombre atteint plus de 5 enfants en moyenne pour leurs consœurs congolaises, maliennes ou sénégalaises, voire plus de 8 enfants pour les Nigériennes et Tchadiennes de 20 à 24 ans.

Enfin, l'engagement citoyen des jeunes semble également très variable d'un pays à l'autre. On a relevé un engagement citoyen à travers la participation à des mouvements associatifs dans plusieurs pays, notamment en Afrique (au Cameroun, au Sénégal et en Guinée) alors qu'en Europe, seuls les jeunes Suisses et Suissesses se distinguent par une forte implication dans le bénévolat ou auprès d'organisations caritatives. Dans les États et gouvernements membres d'Amérique du Nord, où le bénévolat est une dimension importante dans le développement de l'employabilité et du réseautage chez les jeunes, les tendances montrent qu'une importante proportion de jeunes s'implique auprès des organisations sans but lucratif.

Dresser ce portrait nous a permis de constater que de nombreuses données statistiques de qualité existaient sur les jeunes dans certains domaines, tels que l'éducation et le travail, mais nous nous sommes butés pour de nombreux autres domaines à des problèmes importants, voire à l'absence totale d'information. Ce fut par exemple le cas pour l'accès aux médias, aux communications et au numérique, domaine pour lequel il existe de plus en plus de données, mais celles-ci sont rarement disponibles par groupes d'âge, ce qui nous intéresse ici. La solution pour obtenir un portrait statistique plus complet sur les jeunes et couvrant ces autres domaines serait d'avoir accès aux bases de microdonnées originales pour pouvoir ainsi procéder aux regroupements que requiert ce type d'analyse sur les jeunes.



www.odsef.fss.ulaval.ca

ODSEF Observatoire démographique
et statistique de l'espace francophone